

Les journalistes et la guerre

par Thierry Meyssan

Considérant que les journalistes étaient au service de la paix, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution pour leur protection en zone de combat. Pourtant, deux semaines plus tard, le département US de la Défense publiait des instructions pour arrêter les professionnels des médias qui se livrent à de l'espionnage ; une décision qui pourrait se retourner contre les journalistes des États membres de l'Otan, observe Thierry Meyssan.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 29 JUIN 2015

ESPAÑOL ENGLISH ITALIANO فارسی РУССКИЙ



Le 27 mai 2015, le Conseil de sécurité adopte la résolution 2222 sur la protection des journalistes en zones de combat ; une résolution qui n'a recueilli l'unanimité que parce qu'elle ne répond pas à ce qu'est devenu la profession de journaliste à l'heure des télévisions globales et de la guerre de 4ème génération.

Le débat du Conseil de sécurité du 27 mai dernier sur la protection des journalistes en zone de combat n'a guère fait avancer les choses [1]. Les diplomates ont accusé divers États d'avoir tué ou laissé tuer des journalistes sans relever que la qualité de « journaliste » peut

recouvrir des activités de nature différente, y compris de l'espionnage, du sabotage ou du terrorisme.

Jusqu'à présent, on considérait que pour bénéficier de la protection due aux journalistes, il fallait :

- ▶ détenir une carte de presse délivrée par l'autorité compétente de son pays ou de celui dans lequel on travaille ;
- ▶ ne pas prendre part aux combats ;
- ▶ ne pas violer la censure militaire.

On notera l'étrangeté de cette dernière condition initialement prévue pour protéger les secrets militaires, mais utilisable pour masquer la propagande et les crimes de guerre.

En outre, on considérait que les soldats travaillant comme journalistes pour des médias militaires ou les journalistes civils embarqués dans les armées (*embedded*) ne devaient pas bénéficier du statut de journaliste, mais de celui de soldat.

Se référant au précédent de l'assassinat du commandant Ahmad Shah Massoud par deux journalistes, les États-Uniens font valoir que cette profession peut servir de couverture pour une activité terroriste. Plus récemment le citoyen britannique Omar Hussein a rejoint l'Émirat islamique et a publié, sous le pseudonyme d'Abu Awlaki, des articles élogieux de la vie sous Daesh. Cependant, ces exemples de journalistes engagés dans des combats sont complètement marginaux. Le vrai problème est ailleurs avec les *médias globaux* et la *Guerre de 4ème génération (4GW)*.

Les médias globaux

Jusqu'en 1989, les médias étaient nationaux. La propagande ne pouvait donc s'adresser qu'à son propre camp. On pouvait bien entendu lancer des tracts par avion ou utiliser des émissions de radio en ondes courtes, mais on était toujours perçu comme un locuteur ennemi.

En 1989, une télévision locale états-unienne, CNN, s'est soudainement transformée en télévision globale grâce aux satellites. Son changement de statut —elle n'était plus « américaine »— garantissait sa neutralité dans les conflits. Elle s'est affirmée comme un média d'« information en continu »,

relayant la chute des Ceaușescu. Le direct garantissait d'empêcher les manipulations et de restituer la vérité.

Or, ce fut exactement le contraire. La rédaction de CNN était —et est de manière définitive depuis 1998— sous la coupe d'une unité militaire installée dans ses locaux, l'United States Army's Psychological Operations Unit. Elle ne rendit pas compte des événements, mais d'un spectacle mis en scène par la CIA et le Pentagone. On se souvient par exemple de la découverte du charnier de Timișoara. Les images des cadavres de plus de 4 500 jeunes gens [2], vidés de leur sang pour nourrir le dictateur des Carpathes atteint de leucémie ou abattus durant des manifestations, ont fait le tour du monde. Leurs visages avaient été mutilés à l'acide pour qu'on ne les identifie pas. La preuve était faite des horreurs infligées à son peuple par Nicolae Ceaușescu, le « Dracula roumain » [3]. Las ! on apprendra plus tard qu'il s'agissait de corps déterrés au cimetière de la ville.

En diffusant instantanément une fausse nouvelle dans le monde entier, les médias globaux lui ont donné l'apparence d'une vérité partagée. Ce qui faisait la force de cette intoxication, c'est qu'elle était parvenue à convaincre des médias du bloc soviétique, en Hongrie et en Allemagne de l'Est, qui l'ont reprise. Les faits se trouvaient ainsi authentifiés par des alliés de la Roumanie. D'où la concurrence actuelle entre les grandes puissances pour disposer de chaînes globales d'information en continu.

Par ailleurs, les idées selon lesquelles « les journalistes sont là pour dire ce qu'ils voient sur place » et que « le direct empêche les manipulations » sont grotesques. Au contraire, les journalistes ne doivent pas être des témoins, mais des analystes capables de découvrir la vérité derrière les apparences. C'est à cela qu'ils servent, de sorte que le concept d'« information en continu » (au sens de faits filmés sans s'arrêter) est la négation du journalisme. Soit les journalistes sont là pour recouper, vérifier, contextualiser, analyser et interpréter, soit ils ne servent à rien.

Des manipulations comme celle de Timișoara, l'Otan n'a cessé d'en fabriquer durant les guerres de Yougoslavie, d'Irak, d'Afghanistan, d'Irak encore, de Libye et de Syrie [4].

L'incorporation des journalistes de guerre

Cependant, un pas de plus a été franchi, en 1992. Vous avez remarqué que, depuis cette date, les États-Unis et l'Otan n'ont cessé d'être en guerre quelque part dans le monde. Une catégorie de journaliste s'est constituée pour couvrir ces événements. Un peu plus d'une centaine d'entre eux s'est précipitée en Bosnie, puis à Bagdad, à Kaboul ou à Tripoli, donnant ainsi la parole aux adversaires de l'Occident. Or, non pas quelques uns d'entre eux, mais presque tous sont devenus des collaborateurs permanents des services secrets de l'Otan. Et s'ils décrivent les résultats de bombardements de l'Alliance sur des populations civiles, c'est uniquement pour fournir des renseignements militaires et permettre à l'Otan d'ajuster ses tirs. Dès lors, ces journalistes doivent être qualifiés d'agents.

C'est ce que j'expliquais durant la guerre de Libye, soulevant l'indignation de la profession. Pourtant, c'est ce qu'a finalement admis le lieutenant-général Charles Bouchard lorsque l'opération fut terminée. À l'antenne de Radio-Canada, il déclara que le quartier-général de l'Otan à Naples analysait la situation grâce à des « renseignements [qui] venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres ».



Entretien du général Bouchard, le 31 octobre 2011, sur Radio Canada (en français)

Pour crédibiliser le mythe de la « révolution démocratique », l'Otan mettait en scène, en 2012, un village témoin, en Syrie, Jabal al-Zouia. Le cabinet du Premier ministre turc organisait sur place le transport des journalistes qui en faisaient la demande. Ils pouvaient alors filmer les manifestations dans le village et se persuader que toute la Syrie était ainsi. Mais l'Armée arabe syrienne a, elle aussi, envoyé des journalistes — pas des

Syriens, bien sûr— auprès des « rebelles » de manière à recueillir des renseignements sur le soutien que leur apportait l'Alliance.

Aussi, la publication cette semaine par le département US la Défense de son *Manuel de Droit de la guerre* est-elle bienvenue. Ce document explicite l'évolution de la guerre en affirmant que certains journalistes sont en réalité des combattants [5].

Ce faisant, le département de la Défense prend le risque que la plupart des journalistes de guerre occidentaux soient déclarés « belligérants non-privilegiés », une catégorie qu'il a créée lui-même et qui les prive du bénéfice des Conventions de Genève. Lors du prochain conflit, ce pourrait être le sort des collaborateurs d'Al-Jazeera, Al-Arabiya, BBC, CNN, *Corriere della Sera*, Fox News, France2, France24, *Le Monde*, *Libération*, *New York Times*, Sky News, *Washington Post* etc... Pour ce citer que ceux que j'ai identifiés.

Les fausses vidéos d'actualité

C'est encore un pas de plus qui a été franchi, en 2011, avec l'usage de vidéos de fiction, tournées en studio à ciel ouvert au Qatar, placées dans les actualités télévisées. Le summum ayant été atteint avec la diffusion, d'abord par Fox News puis par l'ensemble des télévisions atlantistes et du Golfe, d'images de fiction présentant la chute de Tripoli et l'entrée des « rebelles » sur la Place verte, trois jours avant que ces faits ne deviennent réalité.

Un point qui fut violemment démenti par l'Otan avant d'être reconnu par le président du Conseil national de transition, Moustapha Abdel Jalil, au micro de France24 en arabe.

Alors que les États-Unis négociaient avec la Russie un éventuel partage du « Moyen-Orient élargi », en juin 2012, l'Otan envisageait d'utiliser cette technique des fausses vidéos d'actualité pour casser la résistance syrienne et s'emparer du pouvoir. Washington fit déconnecter les télévisions satellitaires syriennes d'ArabSat et s'appêtait à les chasser également de NileSat. Un pool de chaînes atlantistes (Al-Arabiya, Al-Jazeera, BBC, CNN, Fox, France 24, Future TV, MTV) se préparait à utiliser des images réalisées en studio au Qatar montrant la chute de la République arabe syrienne et des images de synthèse montrant la fuite du président el-Assad [6]. Le signal des fausses chaînes syriennes fut calé sur ArabSat depuis la base de la NSA en Australie. Cependant, l'opération fut annulée juste avant la conférence de Genève 1 du fait des protestations internationales.

Les lois de la propagande sont toujours les mêmes

Ceci dit les développements techniques ne modifient pas les techniques de la propagande. Ce mécanisme reste fondé sur deux principes :

- ▶ par la répétition incessante, un mensonge grossier devient une évidence incontestée ;
- ▶ il ne suffit pas de convaincre les personnes-cibles d'un mensonge, il faut qu'ils le défendent. Et pour cela, il convient de les contraindre, par un moyen ou par un autre, à professer —ne serait-ce qu'une fois— ce qu'ils considèrent encore comme un mensonge. Leur amour-propre suffira à les empêcher de retourner en arrière et de dénoncer la manipulation.

Par exemple, lorsque les services secrets britanniques ont lancé l'idée que la République arabe syrienne lançait des barils d'explosifs depuis des

hélicoptères sur sa population civile, vous n'y avez pas cru. En Syrie, où l'on reproche au président el-Assad de brider les actions de l'armée contre les jihadistes par souci de protéger les civils, on n'y a pas cru non plus. Cette accusation est d'autant plus absurde que l'armée dispose de bombes, bien plus efficaces, fournies par la Russie. Pourtant, au bout d'un an de répétition quotidienne, ce mensonge est devenu une vérité incontestée, aussi bien en Occident qu'en Syrie. Peu importe que l'armée n'utilise pas d'hélicoptères à Alep parce que les jihadistes les détruiraient avec des missiles sol-air, la presse publie quand même des « témoignages » de largage de barils d'explosifs depuis des hélicoptères à Alep.

Le système est ainsi fait que les journalistes refusent de reconnaître avoir été trompés et se transforment en propagandistes qui vont, à leur tour, répéter ce que n'importe qui savait au départ être un mensonge. *De facto*, des professionnels qui pensent être honnêtes, quoique utilisant la rhétorique à la mode, travaillent à répandre le mensonge.

L'incorporation des médias dans l'art de la guerre

Même si de fausses images de la fuite du président el-Assad n'ont finalement pas été utilisées en Syrie, l'Otan a adopté une nouvelle technique de combat : la guerre de 4ème génération (4GW).

La guerre de 1ère génération, c'est la ligne et la colonne, comme au XVIIe siècle. Les armées étaient très hiérarchisées et progressaient lentement. Mais cette organisation ne résista pas à la généralisation des armes à feu.

La guerre de 2ème génération, c'est la ligne et le feu, comme durant la Première Guerre mondiale. Mais cette organisation s'embourba dans les guerres de tranchées.

La guerre de 3ème génération, c'est l'infiltration des lignes ennemies et la défense en profondeur. Elle implique la participation des civils, comme lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais cette organisation n'a pas résisté au développement des arsenaux et, notamment, aux bombes atomiques.

La guerre de 4ème génération, c'est celle que l'on ne livre pas soi-même, mais que l'on fait livrer dans des pays lointains par des groupes

non-étatiques, comme durant la Guerre froide avec de vraies et de fausses insurrections.

Dans ce type de guerre, qui s'apparente à un désordre général, le Pentagone intègre des médias dans sa salle d'état-major, en tant qu'unités combattantes. Il faut avoir en tête que les médias ont évolué. Ils ne sont plus des coopératives, mais des entreprises capitalistes avec des salariés qui peuvent être instantanément licenciés. Il ne s'agit donc plus d'une centaine de correspondants de guerre qui travaillent en sous-main comme espions, mais de médias qui participent en tant que tels aux combats en mettant l'ensemble de leur personnel à disposition des armées.

Peu importe ici que les journalistes participent eux-mêmes à des relevés militaires ou à des intoxications. Leur travail, même irréprochable, s'insère dans un ensemble qui fait la guerre. Pis : ceux qui sont sincères servent de paravent à ceux qui trichent en leur donnant de la crédibilité.

En définitive, la résolution 2222 n'a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité que parce qu'elle ne répond pas à l'évolution du métier de journaliste.

Thierry Meyssan

[1] « [Résolution 2222 et débats \(journalistes en zones de conflit\)](#) », *Réseau Voltaire*, 27 mai 2015.

[2] "Mass Graves Found in Rumania ; Relatives of Missing Dig Them Up", Associated Press, December 22, 1989.

[3] « Les vautours de Timisoara », par Serge Halimi, *La Vache folle*, août 2000.

[4] « [L'effet CNN](#) », cours de Thierry Meyssan à l'Accademia Nazionale della Politica (Palerme, Italie), *Réseau Voltaire*, 19 mai 2003.

[5] *Law of War Manuel*, US Defense Department, June 2015.

[6] « [L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication](#) », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda* (Russie), *Réseau Voltaire*, 10 juin 2012.